

## **CONSOMMATION DE VIANDES, AVANT PUIS APRES L'ESB, EN FRANCE ET EN UE.**

**P. MAINSANT - INRA LORIA**

**Globalement depuis 40 ans, la présentation de l'offre de viande de boucherie au consommateur est restée traditionnelle.** Pour l'essentiel, elle est toujours vendue en frais, surtout en France, plutôt qu'en surgelé. Certes l'offre en préemballé est devenue très majoritaire, mais il ne s'agit que d'un service. Les produits pour l'essentiel n'ont pas changé de définition. La petite part de l'offre de plats cuisinés à base de viande augmente certes partout, mais son rôle est encore marginal. La segmentation de qualité est restée très marginale jusqu'en 1996, excepté en poulet qui en France avait très précocement structuré son offre pour répondre aux changements de préférences (voir plus loin).

Autrefois réalisée par un artisanat commercial spécialisé, la distribution de viande aux ménages a été peu à peu prise en charge par les GMS au cours des 40 dernières années, à l'instar de l'ensemble des produits alimentaires. La viande n'a pas fait exception, et la distribution moderne a phagocyté peu à peu l'ensemble des attributs « produit » de la boucherie traditionnelle, dont la fraîcheur, et plus récemment la « qualité ».

**De 1960 à 1980, revenu et prix ont été les deux mamelles de la croissance de la consommation et de ses substitutions internes.** Comme dans tous les pays développés, en UE et en France, la consommation totale de viandes a été dynamisée par la croissance du revenu et par la baisse du prix relatif de l'offre de viande au détail. Cette baisse de prix vient des progrès de productivité en production, en industrie et en distribution. Ces progrès n'ont pas été homogènes selon les espèces, et le bœuf ayant souffert de progrès moindres que les porcs et volailles, son volume a augmenté, mais plus lentement, et sa part relative a baissé sans discontinuer.

**De 1980 à 1995, les changements de préférences ont modifié sensiblement la donne « prix-revenu ».** Les substitutions, précédemment dirigées par les prix relatifs, deviennent beaucoup plus souvent le résultat de changements dans les préférences des consommateurs, vis à vis des caractéristiques des produits, plus précisément en fonction de leur adaptation à la vie moderne. Ainsi les produits qui font gagner du temps, qui plaisent aux enfants, qui sont porteurs de symboles, qui ont fait l'objet d'investissement de communication, ont pu avoir un destin dynamique, quelque soit l'évolution de leur prix relatif (ex : jambon cuit, viande hachée, plats cuisinés). La valeur du produit est devenue pour une part croissante le fait d'attributs ajoutés, les marques et les symboles par exemple. Les réputations des valeurs nutritionnelles des produits, marquées par ce contexte, suivent des mouvements de mode et sont plutôt défavorables aux viandes rouges, dont essentiellement le bœuf. Celui ci commence à régresser en volume absolu vers 1985 et cette tendance traverse les crises ESB.

L'urbanisation de la population a fini par éloigner le consommateur de la production agricole, provoquant une incompréhension, puis une méfiance croissante vis à vis de l'évolution des techniques de production, perçues comme un danger potentiel. Les consommateurs expriment peu à peu une demande croissante de santé humaine, puis de respect de la nature. L'apparition de réglementations sur l'usage des hormones, les résidus de pesticides et d'antibiotiques, et sur les nappes phréatiques ont témoigné de cette tendance. La consommation de viande a été peu concernée, excepté ponctuellement avec les hormones (boycott puissant du veau en France en 1980). Un fait très défavorable passe inaperçu dans les années 80 : les jeunes et les éduqués consomment de moins en moins de viande. La montée en puissance de cette méfiance des citoyens va trouver son exutoire en 1996.

**Depuis 1996, l'abcès crève et la consommation de viande entre sous l'influence de l'ESB.** La crise éclate en UE au printemps 96 par la révélation de la contamination de l'homme par l'ESB. La consommation de bœuf s'effondre au RU et en France (-30%), mais elle retrouvera presque son niveau antérieur quelques mois plus tard. En France, de nombreuses mesures ont rassuré l'opinion, essentiellement le retrait des MRS en abattoir. La filière bovine entre dans une démarche de réassurance complémentaire du consommateur : traçabilité générale du bœuf jusqu'au consommateur et segmentation massive du bœuf par CCP (Certification de Conformité Produit). La consommation des ménages se « re-nationalise ». Toutes ces mesures entraînent des coûts (équarissage, traçabilité et segmentation) qui passent inaperçus grâce aux baisses de prix à la production.

Le sujet « ESB » reste toutefois présent dans l'actualité après 96 et envahit toute la sphère viande et alimentaire. Sa valeur symbolique est très puissante : des vaches herbivores, transformées en carnivores par l'appât du gain, ont tué des hommes. D'autres crises alimentaires surgissent, favorisées par le contexte ESB. En octobre 2000, lors d'un fait divers sur une vache ESB dissimulée dans une campagne française profonde, le scandale éclate à nouveau, traduisant une inquiétude latente et persistante des consommateurs. La consommation française de

bœuf s'effondre cette fois jusqu'à - 50 %. Par un effet de contagion, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne vont connaître en 3 mois les mêmes effondrements lors de leurs 1<sup>er</sup> cas de vache ESB.

Comme lors de la 1<sup>ère</sup> crise, l'effondrement ne dure pas, et en France le retour à une consommation de bœuf quasi normale se produit en 8 mois. Des mesures spectaculaires ont été prises, qui ont rassuré (interdiction généralisée des farines de viandes, tests ESB sur tous les bovins, destruction de tous les abats à risque...) La trace résiduelle de la 2<sup>ème</sup> crise est évaluée aujourd'hui à une perte de 5 % de la consommation de bœuf, qui se décompose en deux éléments : disparition de quelques consommateurs (2%) et petite diminution du niveau moyen de consommation. Dans quelques autres pays de l'UE, touchés aussi par la 2<sup>ème</sup> crise, le retour à la « quasi-normale » en terme de niveau de consommation se fait parfois plus difficilement : alors qu'en Italie c'est fait depuis mi 2001, en Allemagne des éléments nouveaux ont retardé ce retour en 2002.

En France, les mesures prises lors de cette 2<sup>ème</sup> crise ont été très coûteuses, et l'inflation des coûts de production, de transformation et de distribution est cette fois considérable. Les prix de détail sont presque tous en hausse en 2002 malgré les effondrements des prix à la production dans toutes les viandes. Alors qu'AGENDA 2000 avait programmé une baisse générale des prix à la production, la 2<sup>ème</sup> crise ESB a déjà anéanti l'effet de cette baisse sur les prix de détail.

**On peut raisonnablement penser qu'une 3<sup>ème</sup> crise ESB n'est pas probable.** La crise ESB a fini par perdre peu à peu son actualité dans les médias français en 2001. Celle-ci tenait surtout aux effectifs de vaches déclarées ESB. Puisqu'elles provenaient d'une contamination qui a été massivement réduite en 96, et puisque la durée d'incubation moyenne est de 5 ans, on devrait assister à la disparition progressive des cas cliniques en 2003 dans les principaux pays touchés (RU, Irlande, France, Allemagne, Espagne, Italie, Portugal, Suisse). Le phénomène des super naïfs, quoique mystérieux, n'ayant pris d'ampleur dans aucun de ces pays, on peut espérer qu'il n'envahira pas les médias après 2003. La mortalité nvMCJ est en nette régression au RU depuis 2001, et un cumul prévisionnel d'environ 200 morts au total est assez largement admis par les scientifiques, ce qui relativise radicalement les anciens scoops sur le danger de l'ESB (ex : 600 000 morts). Si les médias européens sont en train de se lasser du sujet « ESB », par contre l'opinion européenne, profondément marquée par la 2<sup>ème</sup> crise, en gardera une méfiance durable vis à vis du complexe agro-alimentaire modernisé.

**Après 2003, la trace de l'ESB dans les filières viandes devrait se limiter à la satisfaction rémunérée d'une forte demande de naturalité.** Toutes les mesures prises pour prévenir l'ESB sont installées pour longtemps. L'une d'elles, **la traçabilité**, constitue un changement radical plus ou moins généralisé dans l'UE pour l'espèce bovine ; elle se diffuse déjà dans les filières porc et agneau. Cette mesure constitue un socle pour toutes les démarches de réassurances que sont les segmentations de « qualité ». Le « **bio** » se trouve bien entendu appelé à se développer dans tous les pays, mais en gardant une vocation de « niche » exigeante. **L'agriculture raisonnée**, qui est en voie d'adoption en France, constitue un mouvement qui a vocation à s'imposer comme standard de base. Entre ces deux extrêmes s'installent diverses démarches de « qualité », (**label rouge, certification produit, IGP, AOC, marques**). Tout cet ensemble tentera de satisfaire les nouvelles demandes « alimentaires » issues de la crise ESB. Celles-ci portent sur la « naturalité » des processus de production et de transformation. Ces réponses vont présenter une grande diversité. Aucune ne vise un retour au moyen âge, et la modernité des filières ne sera pas remise en cause pour l'essentiel.

**Ce consentement à payer la « naturalité » constitue un gisement de valeur loin d'être épuisé.** Les consommateurs, qui ont acquis une vigilance nouvelle, vont rémunérer ces segments selon leurs divers consentements à payer, et selon les arbitrages des sociétés de distribution. En France, l'adaptation des GMS à cette évolution de la demande est déjà très visible, et aucune révolution du commerce alimentaire n'est donc en cours. Il est remarquable que les investissements d'image des grandes enseignes se fondent largement sur ces nouvelles demandes, et que les GMS françaises exploitent ce mouvement à travers leurs animations commerciales. Cet intérêt subit des GMS laisse entrevoir une croissance durable des volumes segmentés.

On le voit, la consommation des produits des filières alimentaires n'est pas menacée à long terme par la trace « ESB » dans l'opinion des consommateurs. Les niveaux de consommation ne seront modifiés qu'à la marge. Par contre les valeurs financières de ces consommations sont appelées à augmenter. En effet toutes les modifications introduites dans les filières ont un coût, et celui-ci sera rémunéré par les nouveaux « consentements à payer » issus de la crise. Dans nos sociétés riches, éduquées et urbanisées, ces consentements à payer sont actuellement abondants. Les GMS l'ont visiblement compris. Enfin les efforts de communication des filières devraient se soucier de **reconquérir les jeunes et les éduqués**, qui avaient déjà donné des signes clairs d'abandon avant l'ESB.